



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

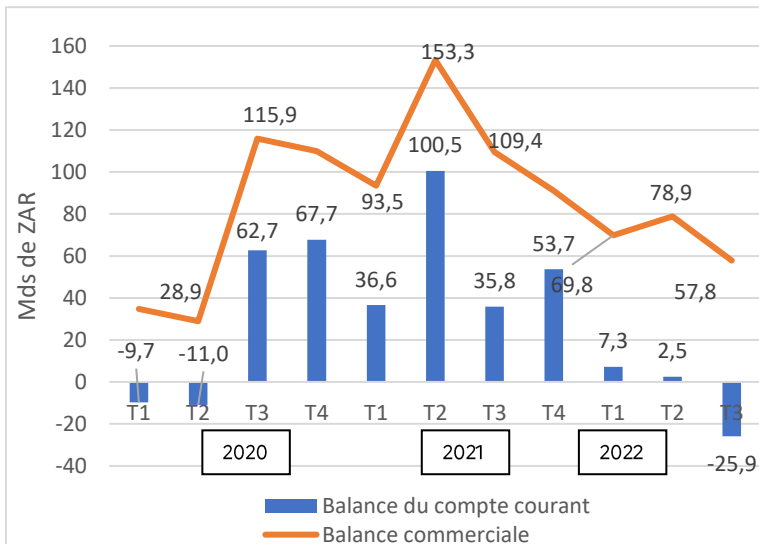
N°1 – 1 au 8 janvier 2023

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Le Quai d'Orsay nomme David Martinon nouvel Ambassadeur de France en Afrique du Sud, au Lesotho et au Malawi
- **Afrique du Sud** : Le Département des Finances prend une série de mesures en urgence pour contrer le risque GAFI
- **Afrique du Sud** : Eskom publie ses résultats de l'exercice 2021/2022
- **Afrique du Sud** : AgriSA appelle le gouvernement à protéger les agriculteurs contre la hausse du prix du carburant
- **Afrique du Sud** : Voltalia commence les travaux de construction d'une centrale solaire de 148 MW
- **Angola** : Le PIB poursuit sa croissance
- **Botswana** : Les ventes aux enchères de diamants de De Beers ont augmenté de 20% en 2022
- **Botswana** : La croissance repart à la hausse au troisième trimestre 2022
- **Lesotho** : La croissance lesothane se contracte selon Fitch
- **Malawi** : La première cargaison d'engrais russes arrive au Malawi
- **Mozambique** : Résultats du 6ème appel d'offres publics pour l'exploitation gazière de six blocs

Zoom sur le déficit du compte courant sud-africain... la première fois depuis huit trimestres (SARB)

Selon le dernier bulletin trimestriel de la SARB, l'Afrique du Sud a enregistré un déficit courant au troisième trimestre 2022, le premier après huit trimestres d'excédent consécutifs. Le déficit courant s'élève à -25,9 Mds ZAR (-1,4 Md USD, soit 2,3% du PIB), après un trimestre précédent qui avait déjà enregistré le plus faible niveau de l'excédent courant depuis 2 ans avec une forte contraction à 2,5 Mds ZAR (-65%).



Ce creusement important du compte courant s'explique par des variations conjoncturelles mais aussi par une dégradation des résultats de l'ensemble des comptes, puisqu'à titre de comparaison le pays enregistrait un excédent de 35,8 Mds ZAR au même trimestre de l'année précédente. On observe ainsi une contraction importante de l'excédent commercial (-28%) à 57,8 Mds ZAR (3,8 Mds USD et 4,9% du PIB) au plus bas depuis le T2 2020 (plein cœur du Covid) – l'augmentation des importations ayant été plus marquée (485,2 Mds ZAR, soit +10%) par rapport à l'augmentation des exportations

(543 Mds ZAR, soit +5%). Avec la dépréciation du rand par rapport au dollar pendant le trimestre (-10%) la hausse des importations portées par les produits minéraux (notamment les carburants) traduit un effet prix, tandis que la hausse des exportations, portée par les produits agricoles et manufacturés (les exportations minières diminuent légèrement avec la baisse des métaux du groupes platines et la hausse des produits minéraux) traduit principalement une augmentation en volume. Par ailleurs, le déficit de la balance des revenus primaires continue de s'élargir 10% pour atteindre -49,1 Mds ZAR (-1,4 Md USD et 5,1% du PIB) du fait de l'augmentation des dividendes payées aux agents non-résidents notamment par les multinationales minières. La balance des services reste aussi sur une dynamique négative (déficit de 29,5 Mds ZAR soit 1,6 Md USD et 2,5% du PIB).

Afrique du Sud

M. David Martinon a été nommé nouvel Ambassadeur de France en Afrique du Sud, au Lesotho et au Malawi

David Martinon reprendra le poste d'Ambassadeur de France en Afrique du Sud au Lesotho et au Malawi au début de l'année 2023, après avoir été Ambassadeur de France en Afghanistan entre 2018 et 2022. Sa date d'arrivée précise reste encore inconnue, dans l'attente de son agrément par les autorités sud-africaines.

Le Département des Finances prend une série de mesures en urgence pour contrer le risque GAFI

Le département des finances a publié dans le journal officiel l'entrée en vigueur au 29 Décembre 2022 des lois générales contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces lois signées par le Président Ramaphosa doivent entrer en application suivant un calendrier précis dont le premier volet a pris effet le 29 décembre 2022, tandis que le deuxième se déploiera au 1^{er} avril 2023. Le gouvernement amende 5 pièces de législation (*Companies Act*, *Financial Intelligence Centre Act [FICA]*, *Financial Sector Regulation Act [FSRA]*, *Non-Profit Organisations Act* et *Trust Property Control Act*) pour combler les lacunes de l'Afrique du Sud dans la lutte mondiale contre

le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et tenter de ramener le pays dans les standards du Groupe d'action financière (GAFI) ou en anglais FATF (Financial Action Task Force). Pour rappel, le pays devait prendre des mesures nécessaires avant le mois d'octobre 2022, pour éviter d'être inscrit sur la liste grise du GAFI, ce qui créerait des difficultés et des coûts de mise en conformité pour les institutions financières et pour les entreprises et les pays souhaitant effectuer des transactions commerciales et financières avec l'Afrique du Sud. Les institutions nationales et le gouvernement ont exprimé leur confiance dans l'efficacité de ces lois pour éviter le risque d'inclusion dans la liste. Le ministre des Finances Enoch Gogondwana estime ainsi qu'elles prennent en compte 14 des 20 recommandations antérieures du GAFI. Pour autant, la complexité de ces textes et les nombreuses adaptations qu'ils nécessitent en termes de mise en œuvre risquent de fait de rendre inévitable l'inclusion de l'Afrique du Sud après l'examen de son cas lors de la plénière du GAFI en février prochain.

Eskom publie ses résultats de l'exercice 2021/2022

Vendredi 23 décembre, 9 jours après sa démission, Mr André de Ruyter, CEO d'Eskom a présenté en retard les rapports financier et opérationnel de l'électricien public pour l'exercice 2021/2022 - clos au 31 mars 2021. Malgré la dégradation de la performance opérationnelles, l'entreprise publique présente des résultats financiers en nette amélioration. Ainsi, les pertes nettes s'élèvent à 12,3 Mds ZAR soit environ 680 M EUR, après que les pertes nettes de l'exercice précédent ont été réévaluées à 25 Mds ZAR (contre 18,9 Mds communiqués en septembre 2022) soit environ 1,4 Md EUR). Les résultats financiers auraient pu être bien meilleurs sans les contraintes opérationnelles qui ont obligé Eskom à recourir à des délestages, ou à utiliser des sources de production d'urgence plus coûteuses (gaz, diesel)), d'autant plus que les rabais fiscaux sur le fioul ont pour certains été annulés. L'entreprise a bénéficié de la hausse de ses volumes de ventes

(+3%) et de celle des prix de l'électricité accordée par le régulateur NERSA (+15,06%), qui lui a permis d'augmenter ses revenus tout en contenant l'augmentation de ces charges pour présenter un EBITDA de 52,4 Mds ZAR (2,9 Mds EUR, soit +61%). Malgré cette rentabilité opérationnelle positive Eskom reste sous perfusion du gouvernement pour honorer son service de la dette considérable (71,4 Mds ZAR en 2022, soit 4 Mds EUR, avec une dette totale d'environ 400 Mds ZAR soit plus de 20 Mds EUR) et ses besoins d'investissement, dans un contexte de hausse significative des taux d'intérêt sur le marché des capitaux. La poursuite du plan de réforme à moyen terme (restructuration, rationalisation des dépenses, etc.) est indispensable au retour de la rentabilité et de la solidité financière du groupe qui vient en outre de subir la démission précipitée de son CEO.

AgriSA appelle le gouvernement à protéger les agriculteurs des prix élevés du carburant

AgriSA, la fédération nationale agricole, réclame une aide du gouvernement pour soutenir les agriculteurs face aux besoins accrus de l'utilisation de générateurs de secours. Le gouvernement sud-africain propose déjà à certains agriculteurs un rabais de 2,83 ZAR (0,16 EUR) par litre de diesel consommé, qui reste toutefois insuffisant selon la fédération pour compenser les effets de la crise énergétique sans précédent que subit le pays. Depuis 2015, le coût du diesel a en effet augmenté de 170% et les frais d'expédition par conteneur ont presque été multipliés par 10. Le secteur agricole est également un secteur en première ligne face aux impacts du changement climatiques et aux catastrophes naturelles. L'industrie agricole contribue à 3% du PIB de l'Afrique du Sud et pourvoit 900 000 emplois. Les difficultés que rencontrent ce secteur économique majeur pourraient avoir des conséquences notables sur l'économie nationale.

Voltalia commence les travaux de construction d'une centrale solaire de 148 MW

Voltalia, producteur d'électricité indépendant français, a entamé les travaux de construction du « Bolobedu solar project » d'une capacité de 148 MW pour le groupe Richards Bay Minerals (RBM). RBM, principal producteur sud-africain de sables minéralisés et filiale du groupe Rio Tinto, s'est associé à Voltalia, producteur d'électricité indépendant français, pour la fourniture d'un de ses sites en énergies renouvelables. Le contrat de 20 ans fournira environ 300 gigawattheures d'énergie renouvelable chaque année aux installations de production de RBM dans le KwaZulu-Natal. Ce projet, qui devrait être achevé en 2024, est le plus grand projet de Voltalia en Afrique du Sud. Cet investissement permettra une plus grande stabilité dans l'approvisionnement énergétique de RBM, aujourd'hui bridé par les délestages intensifs d'Eskom – la consommation électrique de l'entreprise a ainsi été divisée par deux : 215 MW contre 400 MW en temps normal. Face aux délestages intempestifs et à la défaillance de l'opérateur public Eskom, de nombreux industriels miniers préfèrent aujourd'hui auto-alimenter leurs infrastructures en énergies renouvelables.

Angola

Le PIB poursuit sa croissance

Selon l'institut national des statistiques (INE), le PIB a progressé de +3,9% au troisième trimestre 2022, par rapport à la même période l'an passé – après +3,6% au trimestre précédent. La croissance accélère donc pour le sixième trimestre consécutif atteignant son apogée depuis 2018. Sur le plan sectoriel, l'activité de onze secteurs sur quatorze a progressé. C'est le cas en particulier de l'agro-élevage et de la sylviculture (+4,7%, soit une contribution positive de +0,32 point) soutenue par la hausse de la production agricole, de la pêche (+12,3%, soit +0,31 point), de l'industrie pétrolière (+2,7%, soit

0,81 point), soutenue par les prix et la production élevée en début de période et l'industrie minière (+8,3%, soit 0,14 point) malgré une baisse de la production avec la faible demande mondiale. A l'inverse, les télécommunications se sont contractées de 8,1% (soit une contribution négative de 0,21 point) avec la baisse de la consommation téléphonique. Pour l'ensemble de l'année 2022, la Banque Mondiale table sur un rebond significatif de la croissance à 2,9%, après +0,8% en 2021.

Botswana

Les ventes aux enchères de diamants de De Beers ont augmenté de 20% en 2022

La compagnie minière De Beers, filiale du groupe minier britannique Anglo American, présente en Afrique du Sud, au Botswana et en Namibie, a vendu pour 5,78 Mds USD de diamants sur l'ensemble de l'année 2022. Ces ventes ont lieu lors de *Sight*, des ventes aux enchères de pierre brute organisées à Gaborone, capitale du Botswana. Ce résultat marque une hausse de 20% par rapport aux ventes de 2021, qui s'élevaient déjà à 4,82 Mds USD. Une telle hausse s'explique notamment par l'augmentation des prix des pierres, mais aussi par celle de la production de diamants de 7%, s'élevant à 26,5 millions de carats pour les neuf premiers mois de l'année 2022.

La croissance repart à la hausse au troisième trimestre 2022 (BotStats)

Selon l'agence nationale des statistiques, le PIB a augmenté de +6,3% au troisième trimestre 2022 par rapport à la même période de l'année précédente – après une croissance du trimestre précédent corrigée à +5,8% (annoncée à +5,6% dans la communication précédente). La croissance repart donc à la hausse après une baisse au deuxième trimestre. Cette évolution s'explique par les bonnes performances des activités de ventes de détail (+7,8%, dans un secteur représentant 10,8% du PIB) l'industrie manufacturière (+7,6% pour un secteur

représentant 5,5% de la production) – compte tenu de l'augmentation de la production. Le pays devrait continuer à bénéficier des bonnes performances de l'industrie minière et de la production du diamant (+3,6%), qui soutiennent l'expansion globale de l'économie.

Lesotho

La croissance lesothane se contracte selon Fitch

Selon l'agence Fitch, la croissance du Lesotho va poursuivre sa baisse tendancielle en 2022 (+2,1%) et en 2023 (+1,5%), après une croissance de +2,2% en 2021. Ces prévisions révisées rejoignent celle de la Banque Mondiale (+2,1% en 2022 et +1,6% en 2023) et s'expliquent en partie par la politique monétaire restrictive de la Banque Centrale dont le taux directeur de 7% (indexé sur le taux de la Banque Centrale sud-africaine) rend l'endettement très coûteux pour les consommateurs et les entreprises. Le Lesotho subit aussi les effets du ralentissement de la croissance de son grand voisin, l'Afrique du Sud dont la croissance est escomptée à +2,1% pour 2022 et +1,6% en 2023. Enfin, malgré une exonération de taxe douanière sur 98% des produits lesothans annoncée en décembre par la Chine (après une exonération à 97% l'année précédente), la baisse de la demande des pays occidentaux et de l'Afrique du Sud (ses principaux partenaires) va réduire ses exportations et tirer la croissance du pays vers le bas.

Malawi

La première cargaison d'engrais russes arrive au Malawi

La première cargaison de 20 000 tonnes d'engrais russes a été envoyée au Malawi dans le cadre d'une aide humanitaire de l'ONU. La cargaison, chargée sur un navire affrété par le Programme Alimentaire Mondial, devrait être la première d'une série d'expéditions d'engrais destinés à

plusieurs pays du continent africain dans les mois à venir. Stephane Dujarric, porte-parole en chef de l'ONU, a affirmé que les 260 000 tonnes d'engrais russes stockés dans les ports et entrepôts européens pourraient être livrées sur le continent africain. Les Nations Unies visent à reconnecter les marchés des engrais pour assurer la sécurité alimentaire mondiale en 2023. A noter que la Russie et l'Ukraine avaient signé un accord à Istanbul le 22 juillet pour reprendre les exportations de céréales de trois ports ukrainiens de la mer Noire, interrompues en février en raison de la guerre en Ukraine. Pour rappel, le continent africain est dépendant des engrais russes à hauteur de 11% et le prix des engrais russes a été multiplié par 6 depuis l'invasion de l'Ukraine. Les produits agricoles et les engrais ne tombent pas sous le coup des sanctions à l'égard de la Russie, mais en raison des risques liés au conflit encourus en mer Noire, les armateurs ne voulaient plus engager leurs bateaux faute d'assureurs.

Mozambique

Résultats du 6^{ème} appel d'offres publics pour l'exploitation gazière de six blocs

Le 24 novembre 2021, le Ministère des Ressources Minérales et de l'Energie (MIREME) a lancé le Sixième Appel d'Offres Publics pour l'octroi de 16 Zones de Recherche et de Production d'Hydrocarbures. D'une durée de 12 mois, les appels d'offres comprenaient deux phases. La première était une phase de préqualification, d'une durée de quatre mois entre novembre 2021 et mars 2022, et la deuxième une phase de qualification de huit mois entre avril et novembre 2022. A la fin de ce processus, le gouvernement du Mozambique, par l'intermédiaire du ministère des Ressources minérales et de l'Énergie, a publié les résultats du concours. A l'issue du Sixième Appel d'Offres Publics, des concessions ont été accordées pour l'exploitation gazières de six blocs sur les seize initialement mis à disposition par le gouvernement. Cinq ont été attribués à des entreprises chinoises et un à l'italien ENI.